

---

## 5. Politique économique extérieure

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/791>

ISSN : 1663-9669

**Éditeur**

Institut de hautes études internationales et du développement

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 mars 1997

Pagination : 119-137

ISSN : 1660-5934

**Référence électronique**

« 5. Politique économique extérieure », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 16 | 1997, mis en ligne le 07 août 2012, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/791>

---

## V. POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

### 1. GARANTIE CONTRE LES RISQUES À L'EXPORTATION (GRE)

*La garantie suisse contre les risques à l'exportation est un instrument que la Confédération met à disposition de l'exportateur pour lui faciliter la conclusion de contrats à l'étranger. Cet appui est très apprécié lorsque des difficultés de recouvrement sont à craindre en raison de la situation politiquement et économiquement instable dans le pays de l'acheteur. Les garanties couvrent essentiellement des livraisons dans des pays en développement. Fin 1995, le total des engagements de la GRE atteignait 6,4 milliards de francs. Quant aux nouvelles garanties accordées au cours de l'année, elles se sont élevées à 2,1 milliards de francs. La GRE a versé 163 millions de francs d'indemnités, suite à des accords de consolidation de dettes surtout. En juillet 1996, la GRE a élargi son offre de prestations afin de renforcer la compétitivité des exportateurs suisses et de favoriser l'emploi. Enfin, l'automne 1996 a été marqué par une vive controverse suscitée par des demandes (de principe) de la garantie pour des livraisons destinées, en cas d'acceptation de l'offre suisse, au barrage des Trois Gorges sur le Yang-Tsé-Kiang en Chine.*

La GRE a été créée en 1934 comme organisation de la Confédération chargée de favoriser l'emploi et de promouvoir les exportations. En 1980, le Parlement a ajouté la disposition suivante à la loi sur la GRE (art. 1er, al. 2) : « S'agissant d'exportations à destination des pays en développement les plus défavorisés, la Confédération tiendra compte des principes fondamentaux de la politique suisse en matière d'aide au développement ».

La politique et les conditions de garantie de la GRE sont soumises à l'obligation légale d'aboutir à terme à l'autonomie financière. Une commission de 8 membres nommés par le Conseil fédéral examine les demandes de garantie.<sup>1</sup> Lorsqu'elle se prononce favorablement, les demandes sont transmises aux organes fédéraux compétents, en fonction du montant de la garantie. Les demandes qui posent une question de principe et celles qui, pour d'autres raisons, revêtent une importance particulière sont soumises à la décision du Conseil fédéral.

La GRE décharge l'exportateur de certains risques encourus dans ses contrats avec l'étranger que ni lui-même, ni l'acheteur étranger ne sont en mesure d'influencer. Il s'agit des risques suivants :

<sup>1</sup> En 1996, la Commission comprenait quatre représentants de la Confédération (OFAEE, DDC, Administration des finances, OFIAMT), trois représentants de l'économie privée (Union suisse du commerce et de l'industrie, Société suisse des constructeurs de machines, Société suisse des industries chimiques) et une représentante de l'Union syndicale suisse.

<i>Risque politique</i>	Événements politiques qui empêchent l'acheteur d'effectuer les paiements convenus.
<i>Risque de transfert</i>	Les paiements de l'acheteur ne sont pas transférés à cause du contrôle des changes ou d'un rééchelonnement de la dette extérieure de son pays.
<i>Risque de ducroire (dit aussi risque commercial)</i>	Insolvabilité ou refus de payer d'acheteurs de droit public ou de sociétés d'utilité publique. Sur demande de l'exportateur, ce risque peut aussi être couvert pour des acheteurs privés, lorsque ceux-ci bénéficient de la garantie de paiement d'une banque acceptée par la GRE ou de l'Etat.
<i>Risque secondaire des contrats libellés en monnaie étrangère</i>	Dans le cadre d'un des trois cas précédents, l'exportateur peut, contre paiement d'un supplément de prime, faire calculer l'indemnisation en francs suisses selon le taux de change en vigueur au moment du sinistre.
<i>Risque de fabrication</i>	Domage causé par l'impossibilité d'effectuer la livraison des marchandises, suite à des événements politiques ou à des mesures gouvernementales.

*Source* : Garantie contre les risques à l'exportation en faveur des emplois en Suisse : Aperçu. Zurich, Bureau pour la GRE, juillet 1996, synthèse de la page 7 et informations complémentaires.

Ce tableau récapitule les prestations actuelles de la GRE. Celle-ci a élargi son offre en juillet 1996. En ce qui concerne le risque de ducroire, la GRE accepte désormais aussi les garanties de paiement de banques privées du pays débiteur agréées par elle. Par contre, comme par le passé, la GRE n'assure pas le risque d'insolvabilité d'un acheteur privé. Quant à la garantie contre le risque secondaire des contrats libellés en monnaie étrangère, il ne faut pas la confondre avec l'ancienne garantie contre les risques monétaires. Celle-ci pouvait être obtenue indépendamment des autres prestations de la GRE. (Voir précisions sous la rubrique « Extension des prestations de la GRE ».)

#### □ *Garanties accordées en 1995*

La progression réelle du montant des nouvelles garanties a atteint environ 6% en 1995. Ce résultat montre une amélioration par rapport à l'année précédente qui avait été marquée par une baisse effective d'environ 13%. La comparaison tient compte d'une modification de la procédure de comptabilisation des garanties.<sup>2</sup>

La statistique des nouvelles garanties selon l'importance des livraisons révèle de grands contrastes : un cinquième des demandes portent sur de petits montants (jusqu'à 0,5 million de francs), mais représentent seulement 0,9% de la somme des nouvelles garanties, tandis que 5 grands projets atteignent ensemble 837 millions de francs, soit 39% des sommes garanties en 1995. Rappelons que plus de la moitié des requêtes (288 sur 522) ont été examinées au niveau des associations de branches (essentiellement par la Société suisse de l'industrie chimique). Dans

<sup>2</sup> D'importants contrats conclus en 1994 ont été comptabilisés en 1995, au moment de leur entrée en vigueur.

ces cas, la GRE a accordé des « garanties globales » qui ont représenté un quart du montant des nouvelles garanties.

On observe aussi une grande disparité dans la répartition par branches. En 1995, l'industrie des machines a obtenu 74% des garanties. Comme les équipements s'amortissent généralement sur de nombreuses années, les acheteurs sollicitent souvent un financement avant de signer un contrat. L'industrie chimique a obtenu, quant à elle, 24% des garanties.

La part des contrats assurés par la GRE sur le total des exportations suisses se situe entre 2 et 3% et demeure ainsi relativement faible. Par contre, en ce qui concerne les exportations vers les pays les plus défavorisés, la part des contrats couverts par la GRE est parfois prépondérante. En effet, les institutions privées couvrent rarement les risques inhérents aux exportations vers ces pays.

**Tableau n° 18**  
**Répartition géographique des nouvelles garanties**

Groupes de pays	1994		1995	
	Millions de fr.	part en %	Millions de fr.	part en %
Europe	148.9	11.2	195.1	9.1
Pays d'Europe centrale et orientale	28.5	2.1	61.8	2.9
Amérique centrale et du Sud	110.0	8.3	160.5	7.5
Afrique	31.4	2.4	121.3	5.6
Asie	1'010.7	76.0	1'515.6	70.5
Australie	-	-	95.0	4.4
<b>Total</b>	<b>1'329.5</b>	<b>100.0</b>	<b>2'149.3</b>	<b>100.0</b>
dont :				
Pays de l'OCDE	153.8	11.6	309.9	14.4
64 pays les plus défavorisés	375.3	28.2	868.0	40.4
dont :				
Amérique	1.0	0.1	-	-
Afrique	78.4	5.9	85.5	4.0
Asie	295.9	22.3	782.6	36.4

Source : Rapport annuel 1995 de la GRE, juin 1996, tableaux 3 et 5.

Comme les années précédentes, la majeure partie des contrats assurés en 1995 ont été conclus avec des pays d'Asie. Ils ont représenté 71% des nouvelles garanties. Loin derrière, l'Europe (principalement la Turquie) est arrivée au 2<sup>e</sup> rang avec 9% des garanties. Les exportations à destination de l'Amérique latine, pourtant importantes, n'ont bénéficié que de 7% des garanties. Enfin, 6% des garanties ont été accordées pour des exportations à destination de l'Afrique (principalement l'Egypte, l'Algérie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud).<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Le manque de transparence de la statistique empêche l'analyse de l'évolution pays par pays. Les œuvres d'entraide demandent depuis longtemps la publication de statistiques détaillées, mais se voient opposer un refus motivé par le secret commercial.



□ *Total des engagements de la GRE*

La baisse observée depuis une quinzaine d'année s'est poursuivie en 1995, mais plus lentement. A la fin de l'année, le total des engagements atteignait 6,4 milliards de francs. Il couvrait essentiellement des livraisons aux pays en développement.

**Tableau n° 19**  
**Répartition géographique du total des engagements**

Groupes de pays	1994			1995		
	mio. fr.	part en %	différence avec année préc. en %	mio. fr.	part en %	différence avec année préc. en %
Europe	942.2	14.3	-9.4	825.7	13.0	-12.4
Pays d'Europe centrale et orientale	251.0	3.8	-51.3	222.5	3.5	-11.4
Amérique du Nord	37.7	0.6	-6.7	-	-	-
Amérique centrale et du Sud	1'116.3	16.9	-15.8	950.4	14.9	-14.9
Afrique	892.8	13.5	-23.9	599.7	9.4	-32.8
Asie	3'365.2	50.9	-2.3	3'673.3	57.7	9.2
Australie	-	-	-	95.0	1.5	-
<b>Total</b>	<b>6'605.2</b>	<b>100.0</b>	<b>-12.4</b>	<b>6'366.6</b>	<b>100.0</b>	<b>-3.6</b>
dont :						
Pays de l'OCDE	1'072.4	16.2	9.0	1'002.9	15.8	-6.5
64 pays les plus défavorisés	2'312.3	35.0	-11.1	2'330.4	36.6	0.8
dont :						
<i>Amérique</i>	<i>2.9</i>	<i>0.0</i>	<i>38.1</i>	<i>2.3</i>	<i>0.1</i>	<i>-20.7</i>
<i>Afrique</i>	<i>373.1</i>	<i>5.6</i>	<i>-17.2</i>	<i>280.7</i>	<i>4.4</i>	<i>-24.8</i>
<i>Asie</i>	<i>1'936.3</i>	<i>29.3</i>	<i>-9.9</i>	<i>2'047.4</i>	<i>32.2</i>	<i>5.7</i>

*Source : Rapport annuel 1995 de la GRE, juin 1996, tableaux 4 et 6.*

La répartition par continents des engagements de la GRE mérite quelques commentaires :

- Plus de la moitié des engagements (58%) se rapportent à des exportations destinées à l'Asie, en particulier à l'Indonésie, à la Chine et à l'Iran.
- La seconde place revient à l'Amérique latine (15%), grâce aux contrats concernant notamment le Brésil. La part de l'Amérique latine a diminué au cours des dernières années. Comme la solvabilité des principaux partenaires commerciaux de la Suisse s'est améliorée, les exportateurs ont souvent renoncé à demander une couverture à la GRE. En 1995, celle-ci n'assurait d'ailleurs pas encore des contrats garantis sur le plan local par des banques privées. Or celles-ci jouent un rôle croissant dans le cadre des politiques de libéralisation économique.

- ❑ L'Europe (surtout la Turquie) vient au troisième rang (13%).
- ❑ Quant à l'Afrique (y compris l'Afrique du Sud), elle occupe la quatrième place (9%). A cause de la situation précaire de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la GRE ne s'engage généralement pas, ou garantit exclusivement des crédits à court terme.

Rappelons toutefois que pour faciliter l'exportation de biens prioritaires pour certains pays, la Confédération octroie des garanties dans le cadre de la coopération au développement. Dans ces cas, la GRE se charge seulement de la gestion administrative des dossiers.



1997 Mesures de politique économique et commerciale, p. 152.

#### ❑ *Pays en développement les plus défavorisés*

Pour la définition de ce groupe de 64 pays, la Confédération se fonde sur une liste établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Cette liste englobe le groupe des pays les moins avancés défini par les Nations Unies et 16 autres pays, dont la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, l'Égypte et le Nigeria.

Les nouvelles garanties accordées en 1995 se sont élevées à 868 millions de francs (40% de l'ensemble des nouvelles garanties). Sur ce montant, 783 millions concernaient des contrats avec l'Asie (en particulier la Chine et l'Indonésie) et 85 millions l'Afrique. Quant au total des engagements de la GRE pour les pays les plus défavorisés, il a atteint 2,3 milliards de francs, soit 37% de la somme totale.

#### ❑ *Versement d'indemnités en 1995*

Le montant total des indemnisations s'est élevé à 163 millions de francs, soit 8 millions de moins qu'en 1994.<sup>4</sup> La GRE a effectué la majeure partie des paiements (147 millions) à la suite d'accords de consolidation de dettes conclus entre la Confédération et l'Algérie (52 millions), la Russie (41 millions), l'Égypte (21 millions), l'Argentine (15 millions), la Jordanie (9 millions), la Bulgarie, le Honduras et le Cameroun.

D'autre part, la GRE a versé des indemnités de 16 millions de francs au total concernant notamment des livraisons à la Serbie (4,4 millions), la Russie (4,0 millions), le Cameroun (1,6 million), le Sénégal (1,6 million) et la Bosnie (1,1 million).

#### ❑ *Consolidations et remises de dettes*

Fin 1995, 93 accords bilatéraux concernant le rééchelonnement de dettes commerciales étaient en cours avec 31 pays différents. Les avoirs de la GRE issus de ces accords ont atteint 3,1 milliards de francs (intérêts capitalisés et intérêts échus, mais non payés, compris).<sup>5</sup> Compte tenu des taux de réévaluation fixés par

<sup>4</sup> Rapport annuel 1995 de la GRE, annexe B.

<sup>5</sup> Rapport annuel 1995 de la GRE, annexe D. Ce document contient la liste de tous les accords de consolidation en cours conclus depuis 1974. Les paiements effectués par la GRE (y compris les intérêts capitalisés) se sont élevés à 3461 millions de francs, les remboursements des pays débiteurs à 464 millions (part de la GRE) et les intérêts échus, mais non payés au 31 déc. 95, à 140 millions.

la Commission fédérale des banques, la GRE a fait figurer ces avoirs pour 1,4 milliard au bilan.

La GRE constate avec satisfaction que « la volonté et la capacité de paiement des pays débiteurs se sont généralement améliorées ». En 1995, ceux-ci se sont acquittés de 61% des amortissements et de 67% des intérêts venus à échéance (taux atteints en 1994 : 25% et 56% respectivement).<sup>6</sup>

La Confédération a conclu en 1995 des accords bilatéraux de réduction de la dette avec l'Egypte, les Philippines, la Mauritanie, la Guinée-Bissau et la Guyane. La GRE lui a cédé des créances d'une valeur totale de 177 millions de francs (calculée d'après les taux de réévaluation de la Commission fédérale des banques). La GRE observe à ce propos que « la qualité du portefeuille de consolidation... s'améliore en raison des actions de désendettement, puisque les créances envers les pays les plus pauvres, qui sont à haut risque et dont le service n'est guère assuré disparaissent ainsi de ce portefeuille. »<sup>7</sup>

 1997 Réaménagement de la dette, p. 31.

La Confédération a déduit ces 177 millions de francs du montant des avances qu'elle avait faites précédemment à la GRE pour le financement préalable des consolidations de dettes. Compte tenu par ailleurs d'un remboursement de 50 millions de francs effectué par la GRE, le solde des avances de la Confédération est tombé à 1,7 milliard fin 1995.

#### ❑ *Extension des prestations de la GRE*

En juillet 1996, la GRE a élargi son offre concernant le risque de ducroire et le risque secondaire des contrats libellés en monnaie étrangère. Cette extension des prestations découle de modifications de la loi et de l'ordonnance sur la GRE. Ces changements avaient été précédés de débats parfois vifs dans les milieux économiques, les institutions de coopération au développement et les Chambres fédérales.


Concernant le *risque de ducroire (ou risque commercial)*, l'absence d'une garantie relative aux paiements privés est apparue comme un anachronisme face à la libéralisation du secteur financier dans un nombre croissant de pays. En outre, comme les assurances privées et les banques suisses acceptaient rarement de couvrir ce risque dans les pays en développement ou en transition, cette lacune de la GRE défavorisait les exportateurs suisses engagés dans la concurrence internationale. Aussi le Conseil fédéral a-t-il proposé dans un message daté du 24 mai 1995 une modification législative qui autorise la GRE à accepter également comme garantes dans les pays de destination des banques privées agréées par elle.

En procédure de consultation et dans les débats parlementaires, cette révision de la loi sur la GRE a reçu un large soutien. Plusieurs organisations ont toutefois fait des critiques. Estimant que la révision favorisait seulement l'économie d'exportation, la Communauté de travail des œuvres d'entraide a demandé que la GRE poursuive aussi son objectif d'indépendance financière à long terme et respecte

<sup>6</sup> Rapport annuel 1995 de la GRE, p. 24.

<sup>7</sup> Rapport annuel 1994 de la GRE, p. 3.

mieux les principes fondamentaux de la politique de développement. La Communauté de travail a simultanément rappelé ses interventions antérieures concernant l'examen des demandes de garanties, la consultation de spécialistes des questions de développement et l'instauration d'une procédure d'évaluation des projets importants.

 1996 Révision de la loi sur la GRE, p. 132.

Au Conseil national, R. Strahm (socialiste, Berne) est revenu sur ce dernier point. Il a proposé de compléter la loi par un article 5bis prévoyant que les demandes de garantie de 10 millions de francs et plus soient soumises à un examen des effets sur le développement et sur l'environnement des pays de destination des livraisons. Jugeant cette proposition à la fois impraticable et superflue, la majorité du Conseil national la refusa.<sup>8</sup> En mars 1996, les Chambres ont accepté la révision de la loi à une majorité confortable.

Concernant le *risque secondaire des contrats libellés en monnaie étrangère*, il convient de rappeler que la GRE avait dû supprimer en 1985, à cause des grandes pertes qu'elle avait provoquées, la garantie contre les risques monétaires. L'utilisation de cet instrument était indépendante des fonctions traditionnelles de la GRE. L'industrie d'exportation a toutefois réussi à faire admettre que les dommages politiques, de transfert ou de ducroire puissent être calculés, moyennant un supplément de prime, selon le taux de change en vigueur au moment du sinistre, lorsque les contrats de vente sont libellés en monnaie étrangère. Le Conseil fédéral a donné les prérogatives nécessaires à la GRE par une modification de l'ordonnance datée du 3 juin 1996.

#### □ *L'arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation*

Cette convention de 1978 a pour but d'éviter les distorsions de la concurrence dues au soutien étatique des crédits à l'exportation. Vingt-deux pays, dont la Suisse, ont conclu cet accord. Celui-ci traite du financement officiel des exportations, des garanties fournies par l'Etat et de l'aide financière liée. La dernière modification importante de la convention remonte à 1994. Les Etats parties à l'Arrangement préparent actuellement de nouvelles mesures pour réduire les disparités que l'on constate encore au niveau des conditions d'attribution de la GRE et du calcul de ses émoluments.

#### □ *Barrage des Trois Gorges sur le Yang-Tsé-Kiang en Chine*

En 1996, la Communauté de travail des œuvres d'entraide, la Déclaration de Berne et Greenpeace ont mené une campagne très active contre ce projet. Elles se sont opposées à l'octroi de garanties à deux entreprises suisses qui voulaient répondre à un appel d'offres international lancé par les autorités chinoises.

La construction du barrage a déjà commencé. Il devra fournir de l'électricité, prévenir les inondations et améliorer les conditions de navigation sur le fleuve. Ces trois objectifs sont étroitement liés.

<sup>8</sup> Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale, 5 décembre 1995, pp. 2369-2371.

En octobre 1996, la Communauté de travail des œuvres d'entraide fit part de ses réserves à la Commission de la GRE. Celle-ci ayant néanmoins préavisé favorablement les demandes de principe d'Asea Brown Boveri (ABB) et de Sulzer, la Déclaration de Berne lança un appel au Conseil fédéral avec l'appui de plus de 300 personnalités. Ces interventions contenaient les critiques suivantes :

- ❑ le projet est surdimensionné et le risque financier n'est pas négligeable,
- ❑ plus d'un million de personnes seront déplacées,
- ❑ le Gouvernement chinois a muselé les opposants au projet,
- ❑ des lieux historiques et culturels seront engloutis,
- ❑ de précieux écosystèmes seront détruits,
- ❑ plusieurs institutions étrangères ont refusé de financer des livraisons ou de les garantir ; la Banque mondiale ne participe pas au projet.

Les auteurs de ces interventions reconnaissent la nécessité d'accroître la production électrique chinoise et de prévenir les inondations. Cependant, ces buts pourraient être atteints par la réalisation de barrages moins importants sur certains affluents du Yang-Tsé-Kiang. D'autre part, les centrales à charbon auraient besoin d'être modernisées. Enfin, des économies d'énergie pourraient être faites dans l'industrie lourde.

Le 9 décembre 1996, le Conseil fédéral donna son accord de principe à l'octroi des garanties. Dans un communiqué, il précisa qu'il avait bien pesé les risques du projet et les effets positifs attendus en Chine, ainsi qu'en Suisse. La Déclaration de Berne et Greenpeace protestèrent : « Cette décision bafoue la loi sur la GRE et les Lignes directrices Nord-Sud qui exigent, pour de telles garanties, le respect des principes de la coopération suisse et la prise en compte de la situation des droits de l'Homme ».<sup>9</sup>

### **Le barrage des trois gorges en chiffres**

---

*Démarrage des travaux : 1994*

---

*Durée approximative : 15 ans*

---

*Grandeur du barrage (ouvrage le plus grand du monde)*

---

Longueur 2335 m ; Hauteur : 185 m

---

*Lac d'accumulation : Longueur 600 km ; Surface 1000 km<sup>2</sup>*

---

*Puissance installée :*

---

26 générateurs fournissant ensemble 18200 mégawatts

---

(plus que toutes les installations suisses réunies)

---

*Production annuelle prévue : 85 milliards de kwh.*

---

*Coût du projet : 24 milliards de dollars (indication ABB)*

---

Ce coût pourrait tripler selon certaines sources

---

*Soumissions d'entreprises suisses :*

---

Asea Brown Boveri : 14 générateurs 340 mio fr.

---

(L'ensemble du groupe soumissionne pour 850 mio fr.)

---

Sulzer : éléments de turbines 25 mio fr.

---

*Sources : indications tirées du Journal de Genève et de la Neue Zürcher Zeitung.*

<sup>9</sup> Journal de Genève, Neue Zürcher Zeitung, 10-12-1996.

## SOURCES

GERSTER R., « Reformbedürftige Exportrisikogarantie. Diskussionsbeitrag vor dem Entscheid zum Jangtse-Projekt », *Neue Zürcher Zeitung*, 29.11.96, S. 16.

JAGGI W. B., « La garantie suisse contre les risques à l'exportation (GRE) : développement et perspectives », *La Vie économique*, No 8/95, pp.14-20.

SAUER H. D., « Der 'Drei-Schluchten-Damm' in China. Ein Wasserbauprojekt auf der Anklagebank », *Neue Zürcher Zeitung*, 22.10.96.

*Rapports annuels de la GRE*, Zurich, Bureau pour la GRE, et Berne, OFAEE.

*ERG actuel, Informations concernant les garanties de la GRE*, Zurich, No 36 à 39.

*Garantie contre les risques à l'exportation en faveur des emplois en Suisse : Aperçu*. Zurich, Bureau pour la GRE, juillet 1996, 30 p.

Loi fédérale sur la garantie contre les risques à l'exportation, du 26 septembre 1958 (RS 946.11), avec la modification du 22 mars 1996.

Message concernant la modification de l'article 4, lettre c de la loi fédérale sur la garantie contre les risques à l'exportation, du 24 mai 1995. (95.039).

Ordonnance sur la garantie contre les risques à l'exportation, du 15 janvier 1969 (RS946.111), avec les modifications des 3 et 26 juin 1996.

Rapport sur la politique économique extérieure 95/1+2, 17 janvier 1996. (95.091).

Communauté de travail des œuvres d'entraide, Lettre au Président de la Commission de la GRE, Lausanne, 11 octobre 1996.

Déclaration de Berne, Lettre au Président de la Confédération J.-P. Delamuraz, chef du DFEP, Zurich, 18 novembre 1996.

Metron AG, *Alternativen des Bundes zu wahrscheinlichen Abschreibungen der ERG*. Im Auftrag der Erklärung von Bern und von Greenpeace Schweiz. Bern, 14. November 1996, 20 S.

*Journal de Genève*, 22-11-96 et 10-12-96.

*Neue Zürcher Zeitung*, 18.10.96 und 10.12.1996.

## 2. PRÉFÉRENCES DOUANIÈRES

Le système généralisé des préférences tarifaires (SGP) a été élaboré en 1971 dans le cadre de la CNUCED. Les schémas de préférences douanières établis par les pays industrialisés représentent un instrument autonome et unilatéral de politique économique extérieure, pour promouvoir les importations de produits en provenance de pays en développement. 14 schémas de préférences sont en vigueur dans le monde. Ils sont appliqués par 29 pays (un schéma de préférences étant valable pour tous les pays de l'Union européenne). La Suisse possède depuis 1972 son propre schéma de préférences douanières. Il sera révisé au printemps 1997.<sup>1</sup> Les schémas de préférences étant très variés, l'exploitation de leurs possibilités exige de gros efforts administratifs que les pays en développement les plus pauvres ne peuvent pas toujours fournir. Le degré d'utilisation de ces schémas de préférences est ainsi relativement faible, en moyenne inférieur à 50%.

L'octroi des préférences dépend du respect des règles d'origine. Ces règles indiquent notamment dans quelle mesure les pays en développement peuvent utiliser dans leur processus de fabrication des produits intermédiaires provenant de pays tiers. Pour obtenir un accès facilité dans le marché suisse, une part suffisante du processus de production doit être effectuée dans les pays en développement. Dans la mondialisation actuelle de la production de certains biens, donner la preuve de l'origine exacte des produits semi-finis utilisés dans la fabrication d'un bien manufacturé peut s'avérer compliqué.

En Suisse, une nouvelle ordonnance relative aux règles d'origine régissant l'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1996 pour assouplir le système. La nouvelle ordonnance introduit deux

<sup>1</sup> Cf Annuaire 1996, p.133 et Annuaire 1994, p.118.

changements majeurs. Les pays en développement qui utilisent des produits semi-finis d'origine suisse peuvent les considérer originaires du pays en développement concerné dans la détermination de l'origine. Ceci pour intensifier la coopération industrielle entre les entreprises suisses et celles des pays bénéficiaires du SGP. Par exemple une locomotive produite en Malaisie (valeur ajoutée 40% du prix final) utilisant un transformateur acheté en Suisse (achat intermédiaire représentant le 60% du prix final) pourra être considérée comme un produit final entièrement malaisien et recevoir le traitement préférentiel SGP lorsque la locomotive est importée en Suisse. Ce train n'obtiendrait aucune préférence tarifaire si le transformateur avait été acheté à Taïwan. L'autre innovation est une règle de tolérance selon laquelle des matériaux intermédiaires d'une provenance d'un pays non bénéficiaire de préférences peuvent être utilisés jusqu'à concurrence de 5% du prix final du produit. Un produit pourra donc bénéficier des préférences si le pays en développement achète 4% de produits semi-finis provenant par exemple du Japon. Les règles d'origine du SGP suisse sont maintenant très similaires au schéma de la Norvège et de l'Union européenne, cette dernière ayant aussi apporté ces deux modifications à son schéma de préférences.

#### SOURCES

*Communiqué de presse* du Département fédéral de l'économie publique, Berne : DFAE, 17 avril 1996.

### 3. DIPLOMATIE COMMERCIALE ET ACCORDS ÉCONOMIQUES BILATÉRAUX (PROTECTION DES INVESTISSEMENTS, DOUBLE IMPOSITION, LIBRE-ÉCHANGE)

*Les rapports que la Suisse entretient avec les Etats partenaires comprennent entre autres la diplomatie commerciale. La préparation d'accords bilatéraux visant à intensifier les relations commerciales, à ouvrir de nouveaux marchés et à accroître les investissements, débouche en général, après une phase préparatoire, sur l'envoi de délégations de haut niveau, comprenant des représentants de l'administration fédérale et de l'économie privée. Les accords de protection des investissements et les conventions de double imposition ont pour but de créer un climat propice aux investissements. Les premiers augmentent la sécurité juridique pour les investisseurs suisses, tandis que les pays signataires des secondes abandonnent une partie de leur souveraineté en matière fiscale, afin d'éviter que des revenus soient soumis à une double imposition. Ces accords bilatéraux se concluent ces dernières années surtout avec les pays qui intéressent le plus l'industrie suisse d'exportation et avec des pays qui offrent des marchés émergents et en expansion (certains pays asiatiques ou d'Amérique latine, pays en transition).*

#### □ *Accords de protection des investissements*

La plupart des pays industrialisés souhaitent, comme la Suisse, l'établissement de règles multilatérales dans le domaine des investissements. Un accord multilatéral sur les investissements est en cours de négociation dans le cadre de l'OCDE, entre Etats membres. Un groupe de travail de l'OMC a été créé en décembre 1996 lors de la Conférence ministérielle de Singapour pour examiner les liens entre commerce et investissement. A défaut d'un cadre juridique mul-



tilatéral, les pays industrialisés ont conclu depuis une trentaine d'années des accords bilatéraux.

La Suisse fait partie des pays qui ont tissé un réseau très dense d'accords bilatéraux concernant la protection et l'encouragement des investissements. La Suisse souhaite assurer à ses entreprises une sécurité juridique accrue dans les pays en développement et dans les pays en transition.

Les accords de protection des investissements conclus par la Suisse doivent répondre à certains critères. Le Message sur la prorogation de l'arrêté fédéral concernant la conclusion de traités dans ce domaine rappelle ces critères : « Les accords doivent garantir aux investisseurs suisses un traitement juste et équitable, conforme au droit international, sur le territoire de l'autre partie contractante. Ce traitement doit être le même que celui qui est réservé par cette partie contractante à ses propres ressortissants ou, s'il est plus favorable, aux investissements de la nation la plus favorisée. Il faut que soit garanti le transfert des revenus des investissements, tels que gains et dividendes, ou des autres paiements afférents aux investissements de capitaux.

**Tableau n° 20**  
**Liste des accords concernant la protection et**  
**l'encouragement des investissements (Etat au 30 janvier 1997)**

	Date de la signature	Date de l'entrée en vigueur		Date de la signature	Date de l'entrée en vigueur
<b>Afrique :</b>					
Tunisie	02.12.1961	19.01.1964	Zaïre	10.03.1972	10.05.1973
Niger*	28.03.1962	17.11.1962	République		
Guinée*	26.04.1962	29.07.1963	centrafricaine*	28.02.1973	04.07.197
Côte d'Ivoire*	26.06.1962	18.11.1962	Egypte	25.07.1973	04.06.1974
Sénégal*	16.08.1962	13.08.1964	Soudan	17.02.1974	14.12.1974
Congo*	18.10.1962	11.07.1964	Mauritanie*	09.09.1976	30.05.1978
Cameroun*	28.01.1963	06.04.1964	Mali	08.03.1978	08.12.1978
Libéria*	23.07.1963	22.09.1964	Maroc	17.12.1985	12.04.1991
Rwanda*	15.10.1963	15.10.1963	Ghana	08.10.1991	16.06.1993
Togo*	17.01.1964	09.08.1966	Cap-Vert	28.10.1991	06.05.1992
Madagascar*	17.03.1964	31.03.1966	Gambie	22.11.1993	30.03.1994
Tanzanie	03.05.1965	16.09.1965	Namibie	01.08.1994	-
Bénin*	20.04.1966	06.10.1973	Zambie	03.08.1994	07.03.1995
Tchad*	21.02.1967	31.10.1967	Afrique du Sud	27.06.1995	-
Burkina Faso*	06.05.1969	15.09.1969	Zimbabwe	15.08.1996	-
Ouganda	23.08.1971	08.05.1972			
Gabon*					
(dénoncé)	28.01.1972	18.10.1972			



	Signature	entrée en vigueur		Signature	entrée en vigueur
<b>Amérique latine :</b>					
Costa Rica	01.09.1965	18.08.1966	Paraguay	31.01.1992	28.09.1992
Equateur	02.05.1968	11.09.1969	Honduras**	14.10.1993	-
Panama	19.10.1983	22.08.1985	Vénézuëla	18.11.1993	30.11.1994
Bolivie	06.11.1987	13.05.1991	Brésil	11.11.1994	-
Uruguay	07.10.1988	22.04.1991	El Salvador	08.12.1994	16.09.1996
Jamaïque	11.12.1990	21.11.1991	Barbade	29.03.1995	22.12.1995
Argentine	12.04.1991	06.11.1992	Mexique	10.07.1995	14.03.1996
Chili	11.11.1991	-	Cuba	28.06.1996	-
Pérou	22.11.1991	23.11.1993			
<b>Asie :</b>					
Corée du Sud	07.04.1971	07.04.1971	Turquie	03.03.1988	21.02.1990
Indonésie	06.02.1974	09.04.1976	Vietnam	03.07.1992	03.12.1992
Jordanie	11.11.1976	02.03.1977	Hong-Kong	22.09.1993	22.10.1994
Syrie	22.06.1977	10.08.1978	Pakistan	11.07.1995	06.05.1996
Malaisie	01.03.1978	09.06.1978	Cambodge	12.10.1996	-
Singapour	06.03.1978	03.05.1978	Mongolie	29.01.1997	-
Sri Lanka	23.09.1981	12.02.1982			
Chine	12.11.1986	18.03.1987			
<b>Europe :</b>					
Malte*	20.01.1965	23.02.1965			
<b>Europe de l'Est et ex-URSS :</b>					
Hongrie	05.10.1988	16.05.1989	Biélorussie	28.05.1993	13.07.1994
Pologne	08.11.1989	17.04.1990	Roumanie	15.10.1993	30.07.1994
Tchéquie	05.10.1990	07.08.1991	Kazakhstan	12.05.1994	-
Russie	01.12.1990	26.08.1991	Ukraine	20.04.1995	-
Bulgarie	28.10.1991	26.10.1993	Slovénie	09.11.1995	-
Albanie	22.09.1992	30.04.1993	Moldavie	30.11.1995	-
Estonie	21.12.1992	18.08.1993	Macédoine	26.09.1996	-
Lettonie	22.12.1992	16.04.1993	Croatie	30.10.1996	-
Lituanie	23.12.1992	13.05.1993			
Ouzbékistan	16.04.1993	05.11.1993			

\* Accords contenant également des dispositions relatives au commerce et à la coopération.

\*\* Remplace l'accord du 20.7.1966.

Source : OFAEE.

Une éventuelle dépossession doit donner lieu à une complète indemnisation et les normes du droit international doivent être respectées. Enfin, en cas de différend entre les parties contractantes, il faut pouvoir recourir à un tribunal arbitral. »<sup>1</sup> L'arrêté fédéral donne la compétence de signer des accords de protection des investissements au Conseil fédéral ; le Parlement ne doit donc pas approuver chaque accord proposé. Le tableau 20 donne la liste des accords adoptés avec les pays en développement ou les pays en transition.

#### □ *Accords de double imposition*

Les conventions de double imposition permettent de répartir l'imposition des personnes et des entreprises entre les deux pays signataires, afin d'éviter de les imposer doublement, en Suisse et dans le pays partenaire de la convention. Ces conventions bilatérales règlent l'imposition des personnes physiques et des entreprises : revenus, revenus immobiliers, dividendes, intérêts de créances, redevances, gains en capital, revenus d'artistes et sportifs, pensions. Dans les cas où l'autre pays ne perçoit pas d'impôts sur la fortune, la convention ne porte que sur les impôts sur les revenus (c'est le cas par exemple des conventions avec la Jamaïque ou la Thaïlande). Outre l'élimination de la double imposition, dans l'intérêt des contribuables, les conventions de ce type offrent généralement aussi une protection fiscale aux entreprises suisses actives dans l'autre pays. Elles encouragent les nouveaux investissements et garantissent aux entreprises suisses de ne pas subir des conditions fiscales plus désavantageuses que celles dont bénéficient les entreprises concurrentes provenant d'autres Etats.

Les conventions de double imposition négociées par la Suisse suivent le modèle de convention de l'OCDE. La politique de nombreux pays en développement se fonde sur le modèle de convention de l'ONU, qui met l'accent sur le droit d'imposition du pays où se situe la source de revenu. Les négociations peuvent quelquefois être assez longues, car des compromis doivent être trouvés dans certains domaines, surtout si le pays partenaire souhaite s'approcher plus du modèle proposé par l'ONU. Une fois paraphée, puis signée par les deux Etats, la convention doit en Suisse être approuvée par les chambres fédérales (sans être soumis au référendum facultatif). La convention entre en vigueur après l'échange des instruments de ratification entre les deux Etats et elle est généralement appliquée au début de l'année fiscale suivante. Le tableau 21 donne la liste des conventions adoptées avec les pays en développement ou les pays en transition.

#### □ *Accords bilatéraux et conventions récentes, diplomatie commerciale*

##### **Amérique latine**

###### *Barbade (Antilles) :*

Un accord de protection des investissements a été signé en 1995.

###### *Cuba :*

Une délégation économique suisse, dirigée par l'ambassadeur Nicolas Imboden, s'est rendue à Cuba du 27 juin au 2 juillet 1996, avec la participation de représentants de l'économie privée (dont des représentants des entreprises cigares Villiger, Ciba-Geigy, Roche, SMH, SGS, Holderbank et ABB). Un accord de pro-

<sup>1</sup> Message sur la prorogation de l'arrêté fédéral concernant la conclusion de traités relatifs à la protection et à l'encouragement des investissements de capitaux, du 20 octobre 1993, p. 4 (Message n° 93.086).

motion et de protection des investissements a été signé à cette occasion. La Suisse est le 17<sup>e</sup> pays à signer un accord de protection des investissements avec Cuba. Le problème des dettes que Cuba doit à la Suisse a aussi été à l'ordre du jour des discussions.

Le commerce entre les deux pays demeure très modeste. En 1995, la Suisse a exporté des marchandises pour une valeur de 9,2 millions de francs (surtout des insecticides, fongicides et herbicides, ainsi que des produits laitiers). Elle a importé des produits en provenance de Cuba pour une valeur de 12,5 millions de francs (surtout des cigares, ainsi que, dans une bien moindre mesure, du miel et des crustacés)<sup>2</sup>.

Les investissements suisses à Cuba ne sont pas élevés mais pourraient s'intensifier dans l'avenir (dans les secteurs du tourisme, de l'industrie chimique et pharmaceutique, l'industrie alimentaire et la construction). Cuba subit depuis plus d'une trentaine d'années le blocus économique instauré par les Etats-Unis.

**Tableau n° 21**  
**Conventions de double imposition**

Avec les pays en développement :		Avec les pays d'Europe orientale et de la CEI :	
Pays	Date de la signature	Pays	Date de la signature
Pakistan	1959/1962	Hongrie	1981
Trinité et Tobago	1973	Pologne	1991
Malaisie	1974	Roumanie	1993
Singapour	1975	Bulgarie	1991
Corée du Sud	1980	Fédération russe*	1995
Sri Lanka	1983	République tchèque	1995
Egypte	1987		
Côte d'Ivoire	1987		
Indonésie	1988		
Chine	1990		
Maroc	1993		
Mexique	1994		
Tunisie	1994		
Inde	1994		
Equateur	1994		
Jamaïque	1994		
Thaïlande	1996		
Vietnam	1996		

\* La convention avec la Fédération russe remplace l'accord signé en 1886 avec l'ex-URSS.

*Source : Administration fédérale des contributions.*

<sup>2</sup> Source pour les données de ce chapitre sur le commerce entre la Suisse et les pays en développement ou les pays en transition : *Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse 1995*, Berne : Direction générale des douanes, 1996.

La loi Helms-Burton introduite par les Etats-Unis va même beaucoup plus loin, puisqu'elle permettrait à ce pays d'engager des poursuites aux Etats-Unis et d'appliquer des sanctions contre toutes les entreprises qui commercent ou investissent à Cuba, si les affaires impliquent l'utilisation de terrains ou de bâtiments qui étaient avant la révolution de 1959 la propriété de Nord-américains. En mars 1996, la Suisse a adressé une note diplomatique aux Etats-Unis pour exprimer son opposition à cette loi américaine qui prévoit une application extra territoriale. L'Union européenne a porté le différend avec les Etats-Unis sur ce thème devant l'OMC.

#### *Jamaïque :*

L'arrêté fédéral approuvant la convention de double imposition avec la Jamaïque a été adopté sans opposition par Conseil des Etats en octobre 1995 et par le Conseil national en décembre 1995.

#### *Mexique :*

Un accord de promotion et de protection des investissements a été signé le 10 juillet 1995, lors d'une mission économique mixte au Mexique. L'accord est entré en vigueur en mars 1996. Après l'Espagne, la Suisse est le deuxième pays européen à pouvoir conclure un tel accord avec le Mexique. L'accord de double imposition était entré en vigueur le 1er janvier 1995. Les investissements directs suisses (stock) au Mexique se sont élevés en 1995 à environ 1,5 milliard de francs. La Suisse occupait en 1994 le 8<sup>e</sup> rang des principaux investisseurs dans ce pays.

### **Afrique**

#### *Afrique du Sud :*

Le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz a entrepris un voyage en Afrique du Sud en avril 1996, notamment pour assister à la CNUCED IX, pour un entretien avec le Président Nelson Mandela, ainsi que pour des contacts avec des milieux économiques sud-africains. Les exportations de la Suisse vers ce pays se sont élevées à 700 millions de francs en 1995, alors que les importations en provenance de l'Afrique du Sud s'élevaient à 284 millions de francs (la Suisse est au 5<sup>e</sup> rang des partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud). La Suisse est le 4<sup>e</sup> investisseur étranger en Afrique du Sud, avec plus de 880 millions de francs investis par plus de 200 entreprises suisses, ce qui correspond à un effectif de plus de 25'000 personnes employées dans ces entreprises.

#### *Zimbabwe :*

Un accord de protection des investissements a été signé en août 1996, à l'occasion d'une visite du Directeur de l'OFAEE, Franz Blankart, au Zimbabwe, au Mozambique et en Zambie. Franz Blankart estime que l'Occident ne peut pas se permettre de négliger tout le continent africain, alors qu'il existe un réel potentiel dans certains pays.<sup>3</sup>

<sup>3</sup> *Neue Zürcher Zeitung*, 21 August 1996 « Blankart über Afrika als Wirtschaftspartner ».

## Asie

### *Chine :*

Jean-Pascal Delamuraz a entrepris son 5<sup>e</sup> voyage en Asie en octobre 1996, à la tête d'une délégation économique (voyage au Japon, en Chine, au Cambodge, puis en Thaïlande). Un contrat de licence permet d'ouvrir le marché chinois à Winterthur Assurances (première assurance européenne à obtenir une licence pour le marché chinois, licence limitée, pour le moment, à Shanghai). La Chine a également accepté d'abaisser considérablement les droits de douanes sur certains produits exportés par la Suisse (surtout domaine textile). La protection insuffisante des droits de propriété intellectuelle en Chine est un sujet de préoccupation pour les entreprises suisses. En octobre 1995, lors du précédent voyage d'une délégation économique, un 4<sup>e</sup> crédit mixte avait été octroyé à la Chine, pour des projets de protection de l'environnement. En 1996, la Suisse et la Chine ont signé un accord portant sur la création d'un fonds d'investissement, pour encourager les PME à investir en Chine (contribution de 25 millions de francs de l'OFAEE). Les investissements directs suisses en Chine s'élevaient à plus de 470 millions de francs en 1995 et de nombreux projets de joint-ventures sont en cours de réalisation.

La Chine est le principal pays en développement fournisseur de produits en Suisse et le 12<sup>e</sup> pays fournisseur plus important de la Suisse (importations de 1,1 milliard de francs en 1995). Les exportations de la Suisse vers ce pays ont doublé de 1990 à 1995, pour atteindre 843 millions de francs. La Suisse achète donc à la Chine davantage de marchandises qu'elle ne lui vend, alors que c'est souvent le contraire avec les pays en développement. Hongkong redeviendra chinoise le 1<sup>er</sup> juillet 1997. Hongkong était en 1995 le deuxième pays en développement fournisseur le plus important de la Suisse (importations de 643 millions de francs) et de loin le pays en développement le plus grand client (exportations de 2,8 milliards de francs vers ce pays en 1995).

### *Cambodge :*

En octobre 1996, le président de la Confédération Jean-Pascal Delamuraz a été le premier chef d'Etat occidental à visiter le Cambodge depuis les élections de mai 1993. La délégation comprenait Andres Leuenberger, président du Vorort, Nicolas Imboden, délégué aux accords commerciaux et l'ambassadeur Heinrich Reimann du DFAE. Un accord de protection des investissements a été signé pendant cette visite. La Suisse est ainsi le premier pays à signer un accord de protection des investissements avec le Cambodge. Seules quelques entreprises suisses sont pour l'instant présentes au Cambodge (Diethelm Travel, Holderbank, Nestlé et SGS), mais le pays est un marché émergent (investissements directs suisses de moins de 2 millions de francs pour l'instant). Les relations commerciales sont encore modestes. La Suisse a exporté au Cambodge pour 1,6 million de francs en 1995, dont 1,1 million de francs de produits horlogers, et importé pour 0,3 million de francs.

### *Thaïlande :*

Le Conseil fédéral a présenté en mai 1996 son Message proposant une convention de double imposition avec la Thaïlande, convention signée le 12 février 1996. L'arrêté fédéral approuvant cette convention a été adopté par le Conseil des Etats en septembre 1996.

Les investissements suisses en Thaïlande s'élèvent à environ 60 millions de francs par année depuis le début des années 1990.<sup>4</sup> Beaucoup d'entreprises suisses sont présentes dans ce pays, surtout dans les secteurs de la chimie et des produits pharmaceutiques, de l'industrie alimentaire. Keramik Holding de Laufon a ouvert en avril 1996 sa première unité de production en Extrême-Orient, en Thaïlande, suite à une présence de 45 ans au Brésil et une expansion dans les pays de l'Est dans les années 1990. La Thaïlande constitue un partenaire commercial important pour la Suisse, avec des importations de 588 millions de francs en 1995 et des exportations suisses de 876 millions de francs vers ce pays.<sup>5</sup> Ces exportations concernent surtout l'industrie des machines et l'horlogerie.

### **Europe centrale et orientale/CEI, pays en transition**

#### *Fédération russe :*

Le Conseil fédéral a présenté en février 1996 son Message proposant une convention de double imposition avec la Fédération russe, convention signée le 15 novembre 1995. Après approbation par le Conseil national, la convention a aussi été adoptée par le Conseil des Etats en septembre 1996.

En 1995, la Suisse a exporté des marchandises vers la Fédération de Russie pour une valeur de 365 millions de francs. Les importations se sont élevées à 508 millions de francs la même année, dont des importations de platine pour 286 millions de francs, de l'aluminium brut pour 74 millions de francs et du gaz pour 57 millions de francs.

#### *République tchèque :*

Le Conseil fédéral a présenté en janvier 1996 son Message proposant une convention de double imposition avec la République tchèque, convention paraphée en juin 1995 et signée le 4 décembre 1995. Après approbation par le Conseil national, le Conseil des Etats a approuvé la convention pendant la session de septembre 1996. Un accord pour la protection des investissements est déjà en vigueur depuis 1991. Grâce aux accords de libre-échange entre les pays de l'AELE et la République tchèque, ainsi que des accords bilatéraux entre les deux pays dans le domaine de l'agriculture, il n'y a quasiment plus de droits de douane sur les importations en provenance de la République tchèque.

Une délégation économique tchèque menée par le Ministre tchèque de l'industrie et du commerce a entrepris une visite en Suisse en octobre 1995. La Suisse est au cinquième ou sixième rang des investisseurs étrangers en Tchéquie (150 millions de dollars en 1995), avec plus de 230 participations d'entreprises suisses dans ce pays, dont Keramik Laufon, Ringier et Telecom. En 1995, la Suisse a exporté des marchandises vers la République tchèque pour une valeur de 481 millions de francs (importations de 250 millions de francs).

#### *Slovénie/Macédoine et Croatie :*

Un accord de protection des investissements a été signé en novembre 1995. Deux autres accords de ce type ont été signés en automne 1996 avec la Macédoine et la Croatie.

<sup>4</sup> Message concernant une convention de double imposition avec la Thaïlande, Berne, 1<sup>er</sup> mai 1996.

<sup>5</sup> Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse 1995, Direction générale des douanes.

### □ *Accords de libre-échange*

La Suisse a conclu ces dernières années, par le biais de l'AELE, des accords de libre-échange avec une série d'Etats d'Europe centrale et orientale : Bulgarie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie et Slovaquie. Pour donner une portée multilatérale aux accords conclus entre chacun des Etats de l'AELE et les pays Baltes, des accords de libre-échange ont été conclus en 1996 entre les Etats de l'AELE et les Républiques d'Estonie, de Lettonie (accords appliqués dès le 1er juin 1996) et de Lituanie (accord appliqué dès le 1er janvier 1997).

L'Accord de libre-échange paraphé par la Suisse et la Slovénie en novembre 1994 a été transformé en accord multilatéral dans le cadre de l'AELE en juin 1995. La Suisse a approuvé cet accord au début 1996, avec un arrangement bilatéral relatif au commerce de produits agricoles.

Les accords de ce type ont pour but essentiel l'intensification des échanges commerciaux entre les pays, en instaurant progressivement une zone de libre-échange entre les pays de l'AELE et le pays concerné. Ils ont été conclus en réaction à la négociation d'accords d'association entre les pays de l'Europe orientale et l'Union européenne. Les accords de libre-échange spécifient la liste des produits couverts (secteur industriel, produits agricoles transformés et poissons dans l'Accord avec la Slovénie). Ils sont souvent de type asymétrique car les concessions tarifaires octroyées par les Etats de l'AELE entrent en vigueur dès l'adoption de l'Accord (élimination des droits de douane à l'importation), alors que le pays de l'Est partenaire bénéficie d'une période transitoire (de cinq ans pour la Slovénie) pour adopter des concessions sur les produits en provenance de l'AELE. Le Conseil fédéral relève dans son Message que les concessions tarifaires accordées à la Slovénie n'auront qu'une incidence limitée sur l'agriculture suisse.<sup>6</sup> Des clauses de sauvegarde permettent au pays de suspendre des concessions tarifaires si les importations d'un produit risquent de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou une sérieuse détérioration de la situation économique d'une région. La Slovénie peut, pour une période limitée dans le temps, invoquer quant à elle une clause de sauvegarde si l'ajustement structurel de son économie était gravement menacé par des importations en provenance des pays de l'AELE (menace d'industries naissantes ou de secteurs en cours de restructuration). Les parties s'engagent à adopter des mesures pour faire respecter les droits de la propriété intellectuelle et pour empêcher leur violation (contrefaçon et piraterie par exemple).

### □ *Accords de commerce et de coopération économique*

Des accords bilatéraux de commerce et de coopération économique ont été adoptés en 1996 entre la Confédération suisse et l'Ukraine, la Moldavie, la Macédoine et l'Albanie. Des accords similaires ont déjà été conclus avec l'Ouzbékistan, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Fédération de Russie. Ces accords se fondent sur les principes généraux de l'OMC. Les Parties contractantes s'octroient la clause de la nation la plus favorisée, renoncent à traiter de manière discriminatoire leurs marchandises (non-discrimination) et accordent le traitement national (traitement similaire entre les marchandises d'origine nationale et les marchandises impor-

<sup>6</sup> Message concernant l'Accord entre les Etats de l'AELE et la Slovénie, du 17 janvier 1996, dans le Rapport sur la politique économique extérieure 95/1+2 (Message No 95.091).



tées). Les paiements internationaux doivent être exemptés de restrictions, en monnaie librement convertible (pas de restrictions de change par exemple et pas d'opération de troc ou d'échanges compensés). Les Parties contractantes doivent aussi protéger de manière efficace et non discriminatoire les droits de propriété intellectuelle. Ces accords ne prévoient en revanche pas de baisse des tarifs douaniers, mais une coopération pour éliminer les obstacles techniques au commerce. Les Etats souhaitent aussi par ces accords promouvoir la coopération économique : consolider et diversifier les liens économiques entre les deux pays, contribuer au développement de leurs économies, ouvrir de nouvelles sources d'approvisionnement et de nouveaux marchés, favoriser les co-entreprises et concessions de licences, ainsi que la participation des PME aux échanges et accélérer les ajustements structurels.

#### SOURCES

Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE).

Administration fédérale des contributions (AFF), division des affaires de droit fiscal international et de double imposition. *Message du Conseil fédéral concernant une convention de double imposition avec la République tchèque*, du 17 janvier 1996, Vol. I, pp. 1112 et suivantes (Message n° 96.005).

*Message du Conseil fédéral concernant une convention de double imposition avec la Fédération russe*, du 21 février 1996, Feuille fédérale 1996 (Message n° 96.018).

*Message du Conseil fédéral concernant une convention de double imposition avec la Thaïlande*, du 1er mai 1996, in : Feuille fédérale 1996, Vol. II, pp. 1053-1079 (Message No 96.035).

*Rapport sur la politique extérieure 95/1+2 et Messages concernant des accords économiques internationaux*, du 17 janvier 1996, in : Feuille fédérale FF, vol. I, no 10, 12 mars 1996, p. 617-949 (Message n° 95.091).

*La Vie économique*, revue de politique économique 2/1996, « Faits et impressions glanés lors d'une visite officielle dans l'Empire du Milieu ».

*Le Courrier*, 4 octobre 1996 « Jean-Pascal Delamuraz joue les démarcheurs de l'économie suisse » (voyage en Asie).

*Handelszeitung*, 22. Februar 1996 « Die Schweiz ist eine wichtige Drehscheibe für Russlandgeschäfte », 19. Oktober 1995 « Handelsbeziehungen mit der Tschechischen Republik. Liberalisierung als Wirtschaftsstimulanz » (plusieurs pages sur les relations économiques entre la Suisse et la République tchèque).

*Journal de Genève*, 27/28 avril 1996, 14 octobre 1996 « La Suisse souhaite abréger la transition cambodgienne ».

*Neue Zürcher Zeitung*, 13. Juli 1995 « Schweizer Wirtschaftsdelegation in Mexiko », 7. Mai 1996 « Neues Doppelbesteuerungsabkommen zwischen Russland und der Schweiz », 29./30. Juni 1996 « Investitionsabkommen Schweiz-Kuba », 14. Oktober 1996 « Beatocellos zweites Kinderspital in Kambodscha ».

*SonntagsZeitung*, 13. Oktober 1996.

*Tages-Anzeiger*, 17. Juli 1996 « Hemmschuh für Kuba-Geschäft. Schweiz von verschärften US-Embargo nicht direkt betroffen ».